

Michel Dumoulin, Anne-Sophie Gijs,
Pierre-Luc Plasman et Christian Van de Velde (dir.)

Du Congo belge à la République du Congo

1955-1965



Michel Dumoulin, Anne-Sophie Gijs,
Pierre-Luc Plasman et Christian Van de Velde (dir.)

Du Congo belge à la République du Congo

1955-1965



En guise de préface

Bruno DELVAUX

Recteur de l'Université catholique de Louvain

Le colloque « Du Congo belge à la République du Congo, 1955-1965 » dont les actes sont publiés dans la collection « Enjeux internationaux » est le fruit d'un travail d'équipe entre l'Université catholique de Louvain et l'Université de Liège.

Cette publication est un moment privilégié pour poser des regards croisés sur le passé, mais aussi pour envisager l'avenir. C'est aussi une occasion privilégiée pour analyser la période qui a précédé le 30 juin 1960 et celle qui lui a succédé en parcourant ce temps suspendu de 1955 à 1965, avec le regard de l'historien posé sur une période à la fois trouble et grandiose de l'histoire de nos deux pays. Grandiose car elle consacra la volonté d'un peuple à disposer de lui-même. Trouble car elle constitua un choc entre deux mondes. Le 30 juin 1960, ce choc fut projeté à la face du monde lorsque Patrice Lumumba, premier Premier ministre de la République du Congo prononça un discours totalement imprévu en se lançant dans une diatribe contre le colonialisme belge, en présence du roi Baudouin.

Le lecteur me permettra d'introduire ce volume avec les racines congolaises qui sont les miennes... et l'œil du voyageur belge qui se rend au Congo à la veille de l'indépendance. Celui-ci dispose d'un guide, ma foi fort bien fourni : près de 800 pages. En 1958, ce document en est à sa 4^e édition. *Le Guide du Voyageur au Congo Belge et Ruanda-Urundi* dépasse, en termes d'informations illustrées nos guides touristiques d'aujourd'hui. Ainsi, à côté d'une carte présentant la variété des reliefs congolais, on disposait d'informations précises sur les populations : 12 843 574 habitants indigènes pour 113 376 habitants non indigènes, ce qui donne une densité de 5,47 habitants au km².

La carte de la végétation montre la variété des écosystèmes savaniques et forestiers qui caractérise ce territoire immense. La carte ethnographique du *Guide du Voyageur* nous rappelle l'extrême diversité

ethnique du Congo. Y sont répertoriées les peuplades ou les tribus d'origine bantoue ou semi-bantoue, de même que celles d'origine soudanaise, nilotique ou hamitique. Aussi, le *Guide du Voyageur* réserve une place ample à de nombreuses descriptions minutieuses de trajets touristiques et des merveilles de la nature congolaise. À côté de celle-ci, il détaille l'habitat « indigène » et décrit tout aussi minutieusement les populations, leurs rites, leurs modes de vie et leurs cultures. De manière ample et détaillée, le *Guide du Voyageur* nous décrit les « bienfaits » de la colonisation. Le texte répertorie soigneusement l'ensemble des services et autres facilités : les administrations, les consulats généraux, les écoles, les hôtels, les services de réparation automobile, etc. Le guide les illustre abondamment. Ainsi, nous pouvons voir de joyeux bambins sur les bancs de l'école primaire interraciale du collège du Sacré-Cœur, et de jeunes étudiants actifs aux travaux pratiques de physique à l'université interraciale « Lovanium » de Kimuenza.

Mais revenons aux populations. À côté des populations indigènes que j'ai évoquées antérieurement, le *Guide du Voyageur* décrit le statut des Congolais évolués. Il l'illustre aussi. Le guide commente des habitations de Congolais évolués et va même jusqu'à en photographier les intérieurs. Le lecteur du guide pourra observer un poste de radio, et les occupants assis dans des fauteuils autour d'une table de salon. Il pourra également observer des Congolais « évolués » à table en train de partager leur repas à l'aide d'assiettes et de couverts.

Petits blancs à l'époque, nous partageons ainsi la vie de petits Congolais « évolués », car ceux-ci avaient le droit d'être inscrits dans les mêmes écoles que les nôtres, de monter dans les mêmes bus, de nager dans les mêmes piscines publiques, etc. De même, ils recevaient comme nous une identique éducation religieuse. Nous sommes ici à Stanleyville en janvier 1960. Des élèves de première primaire vont recevoir leur première communion et, dans la foulée, être confirmés. L'un des garçonnetts est le fils de Christophe Gbenye, qui était alors un employé modèle dans l'administration coloniale. Proche de Patrice Lumumba, il fut son ministre de l'Intérieur dans le premier gouvernement congolais en 1960. Ministre de l'Intérieur du gouvernement lumumbiste sécessionniste de Stanleyville, il redevint ministre de l'Intérieur dans le gouvernement national de Cyrille Adoula en 1963. Christophe Gbenye est sans doute l'une des rares personnes proches de Patrice Lumumba encore en vie. À proximité de son fils, un autre garçonnet semble attentif à la cérémonie : il s'agit de votre humble et dévoué serviteur.

Des événements tragiques qui vont suivre et de l'indépendance, subsiste, entre autres, le souvenir marquant du discours prononcé par Patrice Lumumba prenant le contre-pied de celui du roi Baudouin. Celui-ci avait affirmé que Léopold II, lorsqu'il « a entrepris la grande

œuvre qui trouve aujourd'hui son couronnement, [...] ne s'est pas présenté à vous en conquérant mais en civilisateur ». Ayant rappelé que « pendant 80 ans la Belgique a envoyé sur votre sol les meilleurs de ses fils », le roi ajoutait : « L'indépendance du Congo constitue l'aboutissement de l'œuvre conçue par le génie du roi Léopold II, entreprise par lui avec un courage tenace et continuée avec persévérance par la Belgique ». Et de conclure :

Vos dirigeants connaîtront la tâche difficile de gouverner. Il leur faudra mettre au premier plan de leurs préoccupations, quel que soit le parti auquel ils appartiennent, les intérêts généraux du pays. Ils devront apprendre au peuple congolais que l'indépendance ne se réalise pas par la satisfaction immédiate des jouissances faciles, mais par le travail, par le respect de la liberté d'autrui et des droits de la minorité, par la tolérance et l'ordre, sans lesquels aucun régime démocratique ne peut subsister.

En revanche, Patrice Lumumba, à l'exact opposé du roi, déclarait : « Ce que fut notre sort en 80 ans de régime colonialiste, nos blessures sont trop fraîches et trop douloureuses encore pour que nous puissions les chasser de notre mémoire ». Et, dans la foulée, d'affirmer avec force : « Nous qui avons souffert dans notre corps et dans notre cœur de l'oppression colonialiste, nous vous le disons, tout cela est désormais fini ».

Sans épiloguer sur le sens de cette opposition radicale entre deux points de vue sur la colonisation, opposition qui constitue un des thèmes du colloque et de l'ouvrage qui en est issu, nous pouvons constater combien la vague médiatique qui accompagna le cinquantenaire de l'événement peut soulever de questions qui interpellent. Mentionnons-en une seule. Il s'agit de celle des enjeux politiques de l'histoire coloniale. Dans un petit ouvrage consacré à ce thème, Catherine Coquery-Vidrovitch rappelait en 2009, au sujet de la France, combien le passé colonial est revenu en force dans la vie politique. Pointant, à travers un examen de l'historiographie des enjeux de cet héritage, le caractère illusoire d'une distinction entre ses aspects « positifs » et « négatifs », l'auteur insiste sur le fait que cette histoire est l'objet de télescopes avec des enjeux politiques et mémoriels qui expliqueraient que le passé colonial ne soit toujours pas « digéré ». Dans notre pays aussi, le passé colonial suscite de très vifs débats qui débordent, spectaculairement parfois, des cercles académiques.

Dans ce contexte, le colloque venait à son heure. Organisé à l'initiative du Centre d'étude d'histoire de l'Europe contemporaine (CEHEC) de notre université, ce colloque entendait s'inscrire dans le prolongement de la tradition des horizons africains de l'UCL dont le professeur

Du Congo belge à la République du Congo, 1955-1965

Jean-Luc Vellut a retracé l'histoire depuis le 19^e siècle dans un volume de la série Congo – Meuse sorti de presse au mois de juin 2010¹.

Colloque d'historiens et de politologues, colloque de témoins aussi, cette rencontre entendait revisiter le passé en croisant les regards, mettre l'accent sur des sources trop peu utilisées, et conjuguer l'approche bilatérale des rapports entre la Belgique et le Congo avec l'approche comparatiste sans omettre de se pencher sur la dimension européenne qui voit le jour dans les années 1960.

Ce colloque se situait dans le contexte général d'une commémoration. Mais il ne se voulait pas commémoratif. Environnée par une myriade de célébrations, d'expositions, d'évocations écrites, radiophoniques et télévisuelles qui relèvent de l'éphémère, cette rencontre devait être un signe de renforcement, dans la durée, de l'intérêt porté non seulement au passé mais aussi au présent et à l'avenir du continent africain et plus particulièrement de l'Afrique centrale.

Comme l'illustre la revue *Louvain* dans sa livraison de juin 2010, la collaboration de chercheurs et enseignants de l'UCL avec des chercheurs et enseignants congolais concerne plusieurs secteurs, de la médecine à l'agronomie en passant par la santé mentale, la criminologie ou encore les migrations. Les défis à relever sont énormes. Ils impliquent, comme toujours, des hommes et des moyens car si la bonne volonté est indispensable, elle ne suffit pas.

La coopération universitaire y sera déterminante. Elle doit être guidée par des principes qui conduisent effectivement à réaliser de manière coordonnée les trois missions de l'université : enseignement, recherche et service à la société. La coordination de ces trois missions est cruciale pour le développement. Ma pratique de terrain et de la recherche en Afrique me laissent dire qu'avec très peu de moyens, des avancées significatives peuvent être dégagées lorsqu'elles résultent de la créativité de l'humain en réponse à des besoins sociétaux. Les défis posés par le terrain lui-même peuvent se traduire en questionnements scientifiques dont la réponse est source de progrès pour la science et pour les hommes. C'est bien en travaillant ensemble sur des problématiques de recherche originales soulevées par celles du terrain que la mission universitaire reprendra tout son sens en République démocratique du Congo. Une telle démarche ne pourra que rendre mutuellement meilleurs les partenaires universitaires congolais et belges.

.....
¹ « L'Afrique dans les horizons de l'université catholique de Louvain, XIX^e-XX^e siècles », in Ndaywel è Nziem, I. (dir.), *Les années Lovanium. La première université francophone d'Afrique francophone d'Afrique subsaharienne*, t. I, Paris-Bruxelles, 2010, p. 17-46 (Congo-Meuse, 10).

Introduction

La commémoration du 50^e anniversaire de l'indépendance du Congo a donné lieu à un important battage médiatique en même temps qu'à diverses initiatives de nature scientifique. Si, de par sa nature, le premier a vocation à l'éphémère non sans constituer un corpus de sources qui seront revisités un jour ou l'autre afin d'analyser la manière dont, en 2010, l'anniversaire en question fut célébré, les manifestations appartenant à la deuxième catégorie présentent un caractère plus pérenne.

Le débat relatif à la légitimité, aux méthodes et aux conséquences de la colonisation est loin d'être clos. Objet de violentes polémiques, le passé colonial de la Belgique fait l'objet d'un retour en force particulièrement salubre dans la recherche en même temps que d'une relance de son enseignement.

Ce retour en force de l'histoire coloniale de la Belgique et du Congo s'inscrit dans un mouvement de révisionnisme du passé colonial qui est transeuropéen. Surtout, cette histoire est indubitablement et fort heureusement marquée par le souci de prendre en compte la situation qui prévaut aujourd'hui en Afrique subsaharienne en général, en République démocratique du Congo en particulier. Pourquoi et comment, ce pays dont l'indépendance est symboliquement marquée par la radicale opposition entre deux discours, celui de Baudouin I^{er} et celui de Patrice Lumumba, a-t-il évolué vers un tel niveau de pauvreté, de violences, de corruption et de violation des droits humains ?

Les uns, le plus souvent anciens acteurs et témoins des réalités du temps colonial finissant, expliquent cette situation par une indépendance précipitée accordée à des Congolais qui n'y étaient pas prêts par des hommes politiques incompetents. Cette vision du passé, nourrie essentiellement par l'expérience souvent fragmentaire autant que traumatisante de la décolonisation dans laquelle certains ne manquaient pas, aussi, de voir la main de Moscou, a longtemps marqué un débat auquel il s'avérait quasi impossible de conserver un caractère serein. Au point que les chercheurs – politologues, sociologues, économistes, historiens – qui se risquaient à mettre en doute le système léopoldien et l'excellence du régime colonial qui lui succéda étaient traités avec des mots d'oiseaux. En outre, mais l'historiographie continue, en général, de traduire cette tendance, c'est davantage le lien colonial, la politique coloniale, bref la manière dont la Belgique a géré et exploité « notre Congo » qui est étudié. En revanche, l'histoire des colonisés passe au deuxième plan ou,

lorsqu'elle fait l'objet de travaux le plus souvent de qualité, ne bénéficie que peu ou prou de l'attention en dehors de cercles en définitive très restreints.

Ce livre se veut, très modestement, à la croisée des chemins dans la mesure où il cherche à prendre en compte approches historiques et témoignages d'acteurs. Histoire et mémoire ne font pas toujours bon ménage. Mais il serait regrettable de ne pas les mettre en présence sous prétexte que des tensions risqueraient de les opposer.

Cela étant, le thème du colloque et la période couverte ne constituent pas une nouveauté car l'un et l'autre ont très vite retenu l'attention de l'histoire immédiate puis de politologues interpellés par les « événements » de 1960 et des années suivantes. Ceux-ci invitaient, en principe inmanquablement, à s'interroger sur les racines proches et lointaines du phénomène. À cet égard, le retour en force, sur la scène de l'historiographie, de l'événement en tant que révélateur d'évolutions échappant le plus souvent aux acteurs contemporains a permis de prendre quelque distance aussi bien avec les plaidoyers *pro domo* qu'avec les réquisitoires sans appel.

Inscrite dans un mouvement général, la décolonisation du Congo a été décidément mal préparée. Surtout, sans omettre que le contexte de la guerre froide doit rester présent à l'esprit, elle a pâti et les Congolais au premier chef, du système que la colonisation avait généré. Reposant sur trois piliers – l'État, les grandes sociétés, l'Église – la colonie était en quelque sorte la transposition de la « Belgique de Papa », triomphante lors de l'exposition universelle de Bruxelles en 1958 mais bientôt chancelante du fait de la décolonisation, de la Grande Grève de l'hiver 1960 et de la crise communautaire qui éclate à la même époque.

La mort de la Belgique et du Congo « de Papa » a laissé les Congolais sur le bord de la route. Plutôt que de parler d'absence de maturité de celles et ceux auxquels l'indépendance était consentie, c'est plutôt la nature du système qu'il convient d'interroger. Or, les valeurs et les pratiques sur lequel il est fondé ne sont pas propres à la seule Belgique. Il paraît en effet légitime de pointer le fait que la société occidentale dans son ensemble connaît alors une profonde mutation dont témoigne, par exemple, l'aggiornamento auquel procède l'Église catholique à l'occasion du concile Vatican II. Préoccupé par la reconstruction de l'après-guerre, la guerre froide, les décolonisations en Asie, la « longue décennie » qui s'étend de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusque 1956, la Belgique, à l'instar de l'Europe de l'Ouest, n'a pas vu venir ou n'a pas vraiment voulu voir venir le changement. À cet égard, il faut observer, même si cette remarque peut paraître tomber sous le sens, que le phénomène générationnel devrait davantage être pris en compte car il rend sans doute compte, en partie, des blocages qui ont existé en matière de cul-

ture de l'Autre à un moment crucial de notre histoire. À cet égard et pour ne citer qu'un seul exemple, il est remarquable qu'un enseignement consacré à l'histoire de l'Afrique et non pas de la colonisation ne voie le jour à l'université de Louvain qu'à partir des lendemains de l'indépendance du Congo !

Aujourd'hui, les ruines de la colonisation restent visibles non seulement dans le paysage physique mais aussi dans les scories économiques, sociales et politiques produits par un système qui tout « en passant la main » ne parvint pas à renoncer à la tentation de jouer un rôle de marâtre. À cet égard, la sécession katangaise, l'assassinat de Patrice Lumumba, l'opération de 1964 et bien d'autres événements, davantage méconnus, rendent compte du chaos indescriptible et douloureux dont les Congolais furent les principales victimes. Dans ce sens, le gâchis n'est pas tant celui qu'a connu le « Congo de Papa » vanté par Inforcongo que celui qui affecte aujourd'hui une région du monde lacérée de tant de plaies ouvertes hier par défaut de prévoyance et sens de la gouvernance.

Michel DUMOULIN